Informations de base

2016/2537(RSP) RSP - Résolutions d'actualité	Procédure terminée
Résolution sur la situation en Libye **Subject** 6.10.04 Situation politique des pays-tiers, conflits régionaux et locaux **Zone géographique** Libye	

Evénements clés

Date	Evénement	Référence	Résumé
03/02/2016	Débat en plénière		
04/02/2016	Décision du Parlement	T8-0048/2016	Résumé
04/02/2016	Résultat du vote au parlement		
04/02/2016	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques

Référence de la procédure	2016/2537(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Résolution sur déclaration
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 136-p2
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation

Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Proposition de résolution		B8-0146/2016	02/02/2016	
Proposition de résolution		B8-0169/2016	02/02/2016	
Proposition de résolution		B8-0170/2016	02/02/2016	
Proposition de résolution		B8-0177/2016	02/02/2016	
Proposition de résolution		B8-0178/2016	02/02/2016	
Proposition de résolution		B8-0179/2016	02/02/2016	
Proposition de résolution		B8-0180/2016	02/02/2016	
Proposition de résolution		B8-0181/2016	02/02/2016	

Texte adopté du Parlement, lecture unique		T8-0048/2016	04/02/2016	Résumé

Résolution sur la situation en Libye

2016/2537(RSP) - 04/02/2016 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 478 voix pour, 81 voix contre et 81 abstentions une résolution sur la situation en Libye.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, ECR, ALDE et Verts/ALE.

Le Parlement rappelle qu'en février 2011, les Libyens sont descendus dans la rue et ont renversé le Colonel Kadhafi. Toutefois, le vide politique et l'absence de gouvernement stable ont été exploités par Daech qui compte dans ses rangs des étrangers et des terroristes libyens rentrés au pays après avoir combattu en Iraq et en Syrie. Ces combattants ont pris la ville de Derna, à l'est de Benghazi, en novembre 2014 et ont fait allégeance à Daech ainsi que d'autres territoires. Entretemps, Daech a entamé une campagne locale de terreur – par des décapitations, des fusillades et des bombardements – tout en élargissant son territoire pendant que le pouvoir se réorganisait grâce à un accord politique libyen signé le 17 décembre 2015 avec le soutien des Nations unies et du Parlement européen.

Les députés appellent la communauté internationale, les Nations unies, les États membres de l'Union européenne, de l'Union africaine et de la Ligue arabe à se préparer à aider les Libyens à assurer la réussite de l'application de l'accord et **demandent aux acteurs régionaux de ne prendre aucune mesure qui risquerait d'exacerber les clivages** et de compromettre la transition vers une Libye stable, ouverte et démocratique.

Les députés condamnent les attentats terroristes déstabilisateurs de Daech visant le peuple libyen et appellent l'Union européenne à se servir de ses instruments en matière de diplomatie et de politique étrangère pour encourager les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord à participer de manière positive au processus de transition en Libye.

Les députés se disent gravement préoccupés par le sort des migrants, des demandeurs d'asile et des réfugiés en Libye, dont la situation déjà intolérable continue de se dégrader. Ils invitent l'Union européenne et ses États membres à faire face à la spirale des flux de migrants et de réfugiés en provenance d'Afrique du Nord, et notamment de Libye.

Renforcer la transition de la Libye : les députés prient la Commission et le Service européen pour l'action extérieure de concentrer leur soutien sur le renforcement de l'État et des institutions, en coopération avec les États membres, les Nations unies, l'OTAN et les partenaires régionaux. Ils soutiennent les actions menées par l'opération militaire de l'Union européenne dans la partie sud de la Méditerranée centrale (EU NAVFOR MED opération SOPHIA) pour endiguer la crise de la migration et lutter contre les passeurs qui exploitent les migrants.

Ils se félicitent de ce que l'Union européenne ait déjà mis à disposition un montant de 100 millions EUR et soit prête à apporter un soutien immédiat dans les domaines qui seront désignés comme prioritaires avec le nouveau gouvernement libyen d'union nationale dès que celui-ci aura été constitué. Dans la foulée, ils demandent aux États membres de ne pas agir seuls mais de soutenir la VP/HR dans la formulation d'une stratégie globale pour appuyer la transition du pays et le nouveau gouvernement libyen. Ils estiment dans ce contexte qu'une réforme du secteur de la sécurité et la mise en œuvre de programmes de **désarmement, démobilisation et réintégration** sont prioritaires pour le pays. Le Parlement souligne, toutefois, qu'il importe que la communauté internationale augmente **le financement de l'aide humanitaire** pour répondre aux besoins les plus urgents des personnes qui ont été gravement touchées par le conflit en Libye et appelle les États membres à honorer leurs engagements vis-à-vis du Fonds d'affectation spéciale d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique.